

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

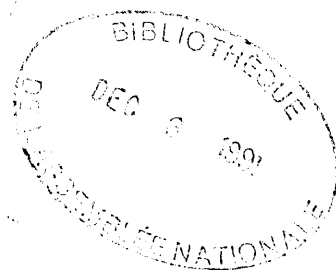
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 296
(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal

Présentation

Présenté par
M. Jacques Chagnon
Député de Saint-Louis



Éditeur officiel du Québec
1991

Projet de loi 296

(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal

ATTENDU que la Ville de Montréal a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 102 des lois de 1959-1960, soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102) est modifiée par l'insertion, après l'article 10*j*, de l'article suivant:

« **10*k*.** La ville peut, pour favoriser l'accueil, l'établissement ou le maintien sur son territoire d'organismes internationaux gouvernementaux ou non gouvernementaux:

1° participer ou s'associer à toute corporation, société ou entreprise représentant des intérêts publics ou privés chargée d'étudier la faisabilité, de construire ou d'exploiter, sur son territoire, un centre de conférences internationales;

2° créer ou participer à tout fonds de développement international destiné à la promotion de la ville comme centre international.

La ville peut, à l'égard d'une corporation, société ou entreprise visée au paragraphe 1° du premier alinéa, se prévaloir, compte tenu des adaptations nécessaires, des dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 964*ff*. ».

2. L'article 59*b* de cette charte, introduit par l'article 8 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, est modifié par la suppression des mots « Il reçoit pour ses services dans l'exercice de ses fonctions une indemnité annuelle de trois mille six cent dollars. ».

3. L'article 76 de cette charte, modifié par l'article 10 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 6 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 12 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 4 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 4 du chapitre 96 des lois de 1971, l'article 7 du chapitre 77 des lois de 1977, l'article 4 du chapitre 40 des lois de 1980, l'article 95 du chapitre 16 des lois de 1980, l'article 3 du chapitre 111 des lois de 1987, l'article 42 du chapitre 30 des lois de 1988 et par l'article 4 du chapitre 80 des lois de 1989, est modifié :

1° par le remplacement, au premier alinéa, des mots « une mission officielle de la part de la ville, l'exercice d'un devoir de sa charge, l'accouchement ou le soutien à la conjointe lors de l'accouchement, une maladie attestée par certificat du médecin, l'acquittement d'un devoir religieux d'obligation ou le décès d'un ascendant, d'un descendant, du conjoint, d'un frère ou d'une soeur » par les mots « une circonstance déterminée par règlement du conseil » ;

2° par l'insertion, au quatrième alinéa, après les mots « pour ces fonctions » des mots « ou selon tout autre critère que le conseil détermine par règlement » ;

3° par le remplacement, au cinquième alinéa, du mot « cinquième » par le mot « quatrième ».

4. L'article 109 de cette charte, modifié par l'article 8 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 7 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 6 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, remplacé par l'article 12 du chapitre 52 des lois de 1976, l'article 18 du chapitre 77 des lois de 1977 et par l'article 9 du chapitre 111 des lois de 1987, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le comité exécutif peut déléguer au secrétaire général ainsi qu'au directeur du service compétent l'exercice du pouvoir mentionné au premier alinéa. Dans ce cas, le rapport motivé est fait au comité exécutif par le secrétaire général ou, le cas échéant, par ce directeur, selon les mêmes exigences. ».

5. L'article 172 de cette charte, modifié par l'article 19 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, remplacé par l'article 14 du chapitre 96 des lois de 1971, l'article 5 du chapitre 71 des lois de 1982 et modifié par l'article 29 du chapitre 59 des lois de 1983, est remplacé par le suivant :

« **172.** Le conseil peut, par règlement, établir des régimes complémentaires de retraite pour les employés de la ville, auxquels

ces derniers doivent contribuer. Ces régimes sont administrés par des commissions qui sont des comités de retraite au sens de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1).

Tout règlement portant modification d'un règlement établissant un régime doit avoir préalablement fait l'objet d'une recommandation de la majorité des membres désignés parmi les participants à ce régime et de la majorité des autres membres de la commission, présents à une assemblée de la commission lors du vote sur cette modification. De plus, à moins que les membres désignés parmi les participants à ce régime, présents à cette assemblée, n'aient approuvé la modification à l'unanimité, le règlement ne peut être adopté qu'après avoir reçu l'approbation de la majorité des participants actifs ayant manifesté leur opinion lors d'un référendum tenu à cette fin.

Le conseil peut, par règlement :

1° établir une caisse commune dans laquelle les commissions visées au premier alinéa peuvent déposer tout ou partie de leurs éléments d'actif et où ces éléments perdent leur identité propre ;

2° confier l'administration de cette caisse à une commission qu'il établit à cette fin et qui se compose de représentants de chacune des commissions participantes.

La commission établie en vertu du paragraphe 2° du troisième alinéa exerce les pouvoirs et assume les responsabilités du délégataire d'un comité de retraite selon la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1). ».

6. L'article 467 de cette charte est abrogé.

7. L'article 522 de cette charte, modifié par l'article 27 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 54 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 19 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 9 du chapitre 71 des lois de 1964, l'article 23 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, l'article 47 du chapitre 77 des lois de 1977, l'article 16 du chapitre 22 des lois de 1979, l'article 20 du chapitre 71 des lois de 1982, l'article 3 du chapitre 59 des lois de 1983, l'article 1 du chapitre 75 des lois de 1984, l'article 6 du chapitre 117 des lois de 1986, l'article 11 du chapitre 80 des lois de 1989 et par l'article 13 du chapitre 90 des lois de 1990 est modifié par l'addition, après le paragraphe 46°, du paragraphe suivant :

« 47° Prescrire les conditions et modalités du remorquage et du remisage des véhicules accidentés. ».

8. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 555, de l'article suivant:

«**555.1** Lors d'une opération de déneigement effectuée par la ville ou pour le compte de celle-ci, la neige peut être soufflée ou déposée en bordure de la chaussée et sur les terrains privés. ».

9. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 956c, de l'article suivant:

«**956d.** La ville peut, aux fins de l'aménagement d'un centre de conférences internationales, acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble.

Elle peut également en disposer conformément à l'article 1079. ».

10. L'article 1105 de cette charte, remplacé par l'article 33 du chapitre 18 des lois de 1978, est modifié par le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « ne peut être renouvelé » par les mots « peut être renouvelé pour une période maximale de sept ans ».

11. L'article 1126 de cette charte, remplacé par l'article 61 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, l'article 72 du chapitre 96 des lois de 1971, l'article 167 du chapitre 77 des lois de 1977, l'article 70 du chapitre 71 des lois de 1982 et modifié par l'article 1107 du chapitre 4 des lois de 1990, est modifié par l'insertion au deuxième alinéa, après les mots « d'emprisonnement », des mots « et les mandats d'amener ».

12. L'article 1129 de cette charte, modifié par l'article 19 du chapitre 91 des lois de 1969, l'article 73 du chapitre 96 des lois de 1971, l'article 54 du chapitre 40 des lois de 1980 et l'article 1110 du chapitre 4 des lois de 1990, est abrogé.

13. L'article 1129a de cette charte, introduit par l'article 55 du chapitre 40 des lois de 1980, modifié par l'article 71 du chapitre 71 des lois de 1982 et par l'article 1111 du chapitre 4 des lois de 1990, est abrogé.

14. L'article 1129b de cette charte, introduit par l'article 55 du chapitre 40 des lois de 1980, modifié par l'article 72 du chapitre 71 des lois de 1982, l'article 53 du chapitre 111 des lois de 1987 et par l'article 1112 du chapitre 4 des lois de 1990, est remplacé par le suivant:

« **1129b.** Dans le cas de récidive, le paiement par le défendeur des sommes réclamées dans un constat d'infraction indiquant le même

nom de défendeur et la même adresse fait preuve *prima facie* de la déclaration antérieure de culpabilité du défendeur, sans qu'il soit nécessaire d'en établir l'identité. ».

15. L'article 1129c de cette charte, introduit par l'article 55 du chapitre 40 des lois de 1980 et modifié par l'article 1113 du chapitre 4 des lois de 1990, est remplacé par le suivant :

« **1129c.** La ville peut, lorsqu'elle est le poursuivant, autoriser à délivrer des constats d'infraction en son nom :

- 1° des agents de la paix ;
- 2° des agents spéciaux nommés en vertu de l'article 1142 ;
- 3° d'autres personnes qu'elle charge de l'application de la loi.

L'autorisation est donnée généralement ou spécialement et par écrit. Elle indique en outre les infractions ou catégories d'infractions pour lesquelles ces personnes sont autorisées à signifier des constats d'infraction.

Le greffier ou tout employé qu'il désigne est autorisé par le poursuivant à certifier conforme une copie du constat d'infraction ou du rapport d'infraction. ».

16. L'article 1138 de cette charte, remplacé par l'article 87 du chapitre 77 des lois de 1973 et par l'article 1118 du chapitre 4 des lois de 1990, est abrogé.

17. L'article 1138a de cette charte, introduit par l'article 74 du chapitre 71 des lois de 1982 et modifié par l'article 1119 du chapitre 4 des lois de 1990, est modifié :

1° par le remplacement, au premier alinéa, du mot « Régie » par le mot « Société » ;

2° par le remplacement, au premier alinéa, des mots « dans la dénonciation, au billet d'assignation ou à la sommation » par les mots « sur le constat d'infraction » ;

3° par l'insertion, au premier alinéa, après le mot « circulation » des mots « , au stationnement d'un véhicule automobile » ;

4° par le remplacement, au deuxième alinéa, du mot « Régie » par le mot « Société ».

18. L'article 1138*b* de cette charte, introduit par l'article 74 du chapitre 71 des lois de 1982 et modifié par l'article 1120 du chapitre 4 des lois de 1990, est modifié par le remplacement des mots « toute sommation relative » par les mots « tout constat d'infraction relatif ».

19. L'article 1139 de cette charte, modifié par l'article 62 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, remplacé par l'article 62 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, modifié par l'article 74 du chapitre 96 des lois de 1971, remplacé par l'article 88 du chapitre 77 des lois de 1973, modifié par l'article 169 du chapitre 77 des lois de 1977, l'article 36 du chapitre 41 des lois de 1980, l'article 75 du chapitre 71 des lois de 1982, l'article 54 du chapitre 111 des lois de 1987 et par l'article 1121 du chapitre 4 des lois de 1990, est remplacé par le suivant :

« **1139.** Tout agent de la paix ou tout agent spécial, nommé en vertu de l'article 1142, est autorisé à déplacer ou à faire déplacer, au moyen d'un véhicule de service ou remorque, tout véhicule stationné en contravention d'un règlement, d'une ordonnance ou d'une résolution de circulation ou de stationnement.

Le constat d'infraction doit faire mention de ce déplacement et des frais ou sommes additionnels, fixés par règlement, pouvant être perçus à la suite de ce déplacement. Ceux-ci s'ajoutent aux frais qui peuvent être réclamés du défendeur par le poursuivant dans le constat d'infraction. Les frais ou sommes additionnels pouvant être réclamés à la suite d'un déplacement sont perçus par le percepteur conformément aux articles 321, 322 et 327 à 331 du Code de procédure pénale (1987, chapitre 96) ou aux dispositions de la présente loi.

Dans tous les cas prévus au présent article, le conseil peut, par règlement, attribuer au directeur du service compétent ou à tout autre officier ou employé désigné par ce dernier, l'exercice de tous les pouvoirs et devoirs attribués par le présent article à l'agent de la paix ou à l'agent spécial. ».

20. L'article 1140 de cette charte, modifié par l'article 62 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), remplacé par l'article 63 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, l'article 75 du chapitre 96 des lois de 1971, modifié par l'article 20 du chapitre 76 des lois de 1972, remplacé par l'article 170 du chapitre 77 des lois de 1977, modifié par l'article 76 du chapitre 71 des lois de 1982 et par l'article 1122 du chapitre 4 des lois de 1990, est abrogé.

21. L'article 1140*b* de cette charte, introduit par l'article 76 du chapitre 96 des lois de 1971, remplacé par l'article 89 du chapitre 77 des lois de 1973, modifié par l'article 171 du chapitre 77 des lois de 1977, remplacé par l'article 77 du chapitre 71 des lois de 1982, modifié par

l'article 23 du chapitre 59 des lois de 1983 et par l'article 1123 du chapitre 4 des lois de 1990, est abrogé.

22. L'article 1140*d* de cette charte, introduit par l'article 77 du chapitre 71 des lois de 1982, est remplacé par le suivant :

« **1140*d*.** Lorsqu'une personne commet une infraction aux articles 35 ou 97 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2), ou au deuxième alinéa de l'article 100 de ce Code, l'agent de la paix peut lui délivrer, avec un constat d'infraction, un avertissement lui enjoignant de fournir, dans un délai de 48 heures, la preuve qu'il était titulaire des pièces requises au moment de l'interception.

Lorsqu'une personne commet une infraction aux articles 30, 31, au deuxième alinéa de l'article 32, aux articles 34, 210.1, 212, 213, 215 à 223, 230 à 237, 242 à 247, 258, 261 à 265, 268 à 270, 272, 273 ou 274 de ce Code, l'agent de la paix peut lui délivrer, avec un constat d'infraction, un avertissement lui enjoignant d'effectuer ou de faire effectuer, dans un délai de 48 heures, les corrections ou les réparations nécessaires.

Le constat d'infraction devient nul, lorsque le contrevenant fournit dans le délai la preuve requise à l'agent de la paix.

Lorsqu'un avertissement a été délivré avec le constat d'infraction, le délai prévu à l'article 160 du Code de procédure pénale (1987, chapitre 96) ne commence à courir qu'à l'expiration du délai indiqué dans l'avertissement. ».

23. L'article 1141 de cette charte, remplacé par l'article 65 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, est abrogé.

24. L'article 1142 de cette charte est modifié :

1° par la suppression, au premier alinéa, du mot « temporairement » ;

2° par le remplacement, au premier alinéa, des mots « des articles 1139, 1140 et 1141 » par les mots « de l'article 1139 ou pour voir à l'application des lois ou règlements relatifs à la circulation, au stationnement d'un véhicule ou à l'usage d'un véhicule ou de l'un de ses accessoires » ;

3° par le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « desdits articles » par les mots « des objets décrits au premier alinéa » ;

4° par l'insertion, au deuxième alinéa, après le mot « ville, », des mots « à l'exception des pouvoirs d'arrestation attribués à ces

constables ou agents de la paix par une loi. Ils disposent toutefois des pouvoirs prévus à l'article 87 du Code de procédure pénale (1987, chapitre 96), ».

25. L'article 1151 de cette charte, remplacé par l'article 1128 du chapitre 4 des lois de 1990, est modifié par la suppression des mots « ; elle peut l'être également par une personne avec l'autorisation d'un juge de la cour ».

26. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1159.5, des articles suivants:

« **1159.6** Dans le cas d'une infraction à une disposition d'une loi ou d'un règlement relative au stationnement d'un véhicule, lorsque le défendeur n'a pas payé la somme due à l'expiration du délai prévu à l'article 322 du Code de procédure pénale (1987, chapitre 96) ou consenti en vertu des articles 327 ou 328 de ce Code, ou lorsqu'à l'expiration d'un tel délai, le défendeur s'est engagé à exécuter des travaux compensatoires mais n'a pas respecté cet engagement, le percepteur doit aviser la Société de l'assurance automobile du Québec de ce fait.

« **1159.7** Sur réception de l'avis visé par l'article 1159.6, la Société doit, le cas échéant, :

1° refuser toute demande d'immatriculation d'un véhicule effectuée au nom du défendeur mentionné dans l'avis;

2° refuser toute demande de renouvellement d'immatriculation à l'égard d'un véhicule immatriculé au nom du défendeur mentionné dans l'avis;

3° refuser de délivrer un certificat d'immatriculation, une plaque d'immatriculation comprenant, s'il y a lieu, une vignette de contrôle ou une vignette d'identification, à l'égard d'un véhicule immatriculé au nom du défendeur mentionné dans l'avis.

Les refus mentionnés au premier alinéa sont maintenus tant que la Société n'a pas reçu l'avis prévu à l'article 1159.9.

Par ailleurs, à l'expiration de la période prévue au premier alinéa de l'article 31.1 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2), le défendeur, pour lequel un avis fut transmis à la Société conformément à l'article 1159.6, est présumé avoir renoncé à son droit de circuler avec un véhicule immatriculé à son nom. Cette renonciation subsiste tant que la Société n'a pas reçu l'avis prévu à l'article 1159.9.

Tant que subsiste cette renonciation, et sans autre avis, nul ne peut remettre le véhicule en circulation.

Quiconque contrevient au quatrième alinéa commet une infraction et est passible d'une amende de 300 \$ à 600 \$.

« **1159.8** Le fait pour le perceuteur de transmettre l'avis prévu par l'article 1159.6 ne l'empêche pas de recourir aux autres mesures de recouvrement prévues par la loi.

« **1159.9** Le perceuteur, s'il a fait parvenir l'avis prévu à l'article 1159.6, avise sans délai la Société de l'assurance automobile du Québec lorsque la somme due, à la suite d'un paiement ou d'une saisie, a été acquittée ou lorsque le défendeur a été libéré du paiement en vertu du deuxième alinéa de l'article 339 du Code de procédure pénale (1987, chapitre 96) ou a purgé la peine d'emprisonnement imposée à défaut de paiement d'une somme due. ».

27. L'article 28 de la Loi modifiant la charte de la ville de Montréal (1990, chapitre 90) est modifié :

1° par l'insertion, au premier alinéa, après le mot « Baseball » des mots « ; la ville peut également prêter de l'argent ou autre valeur à une telle société » ;

2° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« La ville peut, malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales, céder les parts acquises en application du premier alinéa ou, le cas échéant, les actions acquises en application du second. Aux fins de cette cession, la ville peut accepter tout paiement au comptant ou tout paiement assorti d'une garantie qu'elle juge suffisante. ».

28. À la date fixée par le gouvernement, les articles 9, 10, 12 à 16, le troisième alinéa de l'article 55, les dispositions de l'article 63 relatives au constat d'infraction, les mots « du constat ou » du paragraphe 2° de l'article 71, l'article 87, le deuxième alinéa de l'article 90, les articles 91, 142, 144 à 149, 156 à 168, le troisième alinéa de l'article 169, le paragraphe 5° de l'article 174, l'article 180, le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 184, la référence au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 184 inscrite à l'article 185, le premier alinéa de l'article 187, l'article 188, le troisième alinéa de l'article 222, les mots « ou en vertu de l'article 165 » inscrits à l'article 246, l'article 261, le premier alinéa de l'article 262, l'article 263 ainsi que l'article 264 du Code de procédure pénale (1987, chapitre 96,

modifié par le chapitre 4 des lois de 1990) sont applicables à l'égard des infractions pouvant être instruites devant la Cour municipale de la Ville de Montréal.

29. À la date d'entrée en vigueur de l'article 28, les dispositions des paragraphes 1° à 8° de l'article 372 et l'article 373 du Code de procédure pénale introduites par l'article 11 du chapitre 4 des lois de 1990, cessent d'avoir effet pour la Ville de Montréal.

30. L'article 62 du Code de procédure pénale (1987, chapitre 96) est remplacé pour la Ville de Montréal par le suivant :

« **62.** Le constat d'infraction, dont la forme est prescrite par règlement, peut tenir lieu du témoignage, fait sous serment, de la personne qui a constaté la perpétration de l'infraction alléguée sur le constat d'infraction.

Il en est de même de la copie du constat certifiée conforme par une personne autorisée à le faire par le poursuivant.

Tout rapport d'infraction, dont la forme est prescrite par règlement, peut tenir lieu de témoignage fait sous serment de l'agent de la paix ou de la personne chargée de l'application d'une loi qui a rédigé le rapport, s'il atteste sur le rapport, qu'il a lui-même constaté les faits qui y sont mentionnés.

Il en est de même de la copie du rapport certifiée conforme par une personne autorisée à le faire par le poursuivant. ».

31. L'article 364 de ce Code est modifié, à l'égard des infractions pouvant être instruites devant la Cour municipale de la Ville de Montréal, par le remplacement du deuxième alinéa, par le suivant :

« Le perceuteur ne doit transmettre cet avis que s'il s'agit d'une infraction au Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) ou à un règlement relatif à la circulation ou au stationnement adopté par une municipalité. ».

32. 1° Tous les actes accomplis et toutes les décisions prises en vertu d'une disposition modifiée, remplacée ou abrogée par les articles 6 et 12 à 25, conservent leurs effets, s'ils sont encore utiles;

2° Tous les actes de procédure rédigés avant la date d'entrée en vigueur des articles 6 et 12 à 25, conformément à une disposition modifiée, remplacée ou abrogée par ces articles, sont valides jusqu'à ce que leurs objets soient accomplis;

3° Les poursuites pénales qui, lors de l'entrée en vigueur de l'article 6 ou dans les 6 mois qui suivent, auraient été prescrites en vertu de la disposition abrogée par cet article, demeurent prescrites dans le délai prévu par cette disposition;

4° Les avis de vérification mécanique remis en vertu des articles 524 et 532 du Code de sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2), avant l'entrée en vigueur des articles 12 à 25 et 28 à 30, demeurent valides.

Ces avis de vérification mécanique suivent, jusqu'à l'émission d'une sommation, les règles de procédure pénale applicables avant cette date. Après l'émission de la sommation, ces avis suivent les règles édictées aux paragraphes 7° à 15° du présent article;

5° Les avis de 48 heures remis en vertu de l'article 1140*d* de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102) tel qu'il existait avant l'entrée en vigueur de l'article 22 de la présente loi ou en vertu des articles 577 et 578 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2), de l'article 79 de la Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1) ou les avis de 72 heures remis en vertu de l'article 77.1 de la Loi sur le transport (L.R.Q., chapitre T-12), avant l'entrée en vigueur des articles 12 à 25 et 28 à 30, demeurent valides.

Ces avis suivent, jusqu'à l'émission d'une sommation, les règles de procédure pénale applicables avant cette date. Après l'émission de la sommation, ces avis suivent les règles édictées aux paragraphes 7° à 15° du présent article;

6° Les avis préliminaires et les billets de contravention délivrés avant l'entrée en vigueur des articles 12 à 25 et 28 à 30 demeurent valides. Il en est de même des dénonciations et des sommations.

Ces avis préliminaires et ces billets de contravention suivent, jusqu'à l'émission d'une sommation, les règles de procédure pénale applicables avant cette date. Après l'émission de la sommation, ces avis préliminaires et ces billets de contravention suivent les règles édictées aux paragraphes 7° à 15° du présent article;

7° Les sommations équivalent à un constat d'infraction à la date fixée pour la première comparution devant un juge si le poursuivant ne réclame que la peine minimale prévue par la loi ou par le règlement et que la sommation indique la peine réclamée par celui-ci. Les paiements libératoires prescrits par la loi ou par le règlement constituent une peine minimale;

8° Lors de la comparution, le juge peut permettre, soit:

a) qu'un constat d'infraction soit signifié sur-le-champ au défendeur, lorsque la peine réclamée par le poursuivant n'est pas indiquée sur la sommation ou lorsque le poursuivant entend réclamer une peine plus forte que l'amende minimale prévue par la loi ou par le règlement;

b) que le poursuivant signifie sur-le-champ au défendeur et dépose dans le dossier de la Cour un document comportant les mentions additionnelles requises pour que la sommation équivaille à un constat d'infraction;

9° Le défendeur qui comparaît sur sommation inscrit un plaidoyer de culpabilité ou de non-culpabilité et la procédure est ensuite continuée conformément aux règles de procédure applicables aux infractions pouvant être instruites devant la Cour municipale de Montréal;

10° Il n'est pas nécessaire que l'avis de réclamation soit inscrit dans une section distincte de la sommation lorsque le poursuivant ne réclame que la peine minimale;

11° Le juge doit donner au défendeur à qui est signifié un constat d'infraction ou l'équivalent en vertu du sous-paragraphe b du paragraphe 8°, l'occasion de déclarer un plaidoyer de culpabilité ou de non-culpabilité. Celui-ci peut toutefois demander un délai de 30 jours avant d'enregistrer son plaidoyer.

Si le défendeur reconnaît sa culpabilité lors de la comparution, le juge le déclare coupable et lui impose une peine dans les limites prescrites par la loi ou le règlement. S'il nie sa culpabilité, le juge fixe la date de l'instruction;

12° Malgré toutes autres dispositions du présent article, l'audition d'une demande préliminaire ou l'instruction d'une poursuite pénale pendante, en première instance ou en appel, avant l'entrée en vigueur des articles 12 à 25 et 28 à 30, commencée par un billet de contravention, par une dénonciation ou par une sommation, est continuée sans qu'il soit nécessaire de remplacer l'acte de procédure par un constat d'infraction;

13° Malgré toutes autres dispositions du présent article, un jugement par défaut peut être rendu sans qu'il soit nécessaire de remplacer l'acte de procédure introductif d'instance par un constat d'infraction;

14° Lorsque le défendeur requis de comparaître à une date fixée dans la sommation ne comparaît pas, il peut être procédé par défaut

contre ce défendeur. Le billet de contravention ou la sommation délivré contre ce défendeur tient lieu pour cette instruction du témoignage, fait sous serment, de la personne qui a constaté la perpétration de l'infraction alléguée sur le billet de contravention ou sur la sommation;

15° L'interruption de prescription survenue, conformément aux règles de procédure pénale existantes avant l'entrée en vigueur des articles 12 à 25 et 28 à 30, demeure valide;

16° Tous les règlements, résolutions ou ordonnances, pris en vertu d'une disposition modifiée, remplacée ou abrogée en vertu de la présente loi demeurent en vigueur dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi ou, le cas échéant, avec le Code de procédure pénale (1987, chapitre 96), et jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés.

33. La Ville de Montréal peut, par règlement soumis à l'approbation du gouvernement, pour la poursuite des infractions qui peuvent être instruites devant la Cour municipale de la Ville de Montréal:

1° prescrire la forme des constats d'infraction et des rapports d'infraction;

2° fixer les frais de greffe exigibles en vertu du Code de procédure pénale (1987, chapitre 96);

3° fixer les frais qu'une partie peut être condamnée à payer en première instance;

4° déterminer les droits exigibles pour obtenir la copie d'une chose saisie ou d'un document;

5° déterminer les obligations d'une personne qui reçoit un cautionnement en attendant qu'il soit disposé de celui-ci conformément au Code de procédure pénale;

6° fixer, pour le cautionnement visé à l'article 76 du Code de procédure pénale, le montant des frais qui s'ajoutent au montant de l'amende minimale ainsi que la manière dont il peut être payé;

7° fixer le montant des frais qu'un témoin défaillant peut être condamné à payer;

8° fixer les frais qui peuvent être imposés lorsqu'une demande de rectification de jugement ou en réduction de frais est rejetée ou

lorsqu'une demande de rétractation de jugement à la demande du défendeur est accueillie ou rejetée;

9° fixer les frais d'exécution du jugement qu'une partie peut être condamnée à payer.

Ces règlements cesseront d'être en vigueur lorsqu'ils seront remplacés par les règlements du gouvernement pris en application de l'article 367 du Code de procédure pénale.

34. La ville est autorisée à conclure avec la corporation « Institution Royale pour l'Avancement des Sciences » (Université McGill) une entente pour l'utilisation, aux fins de la construction d'un centre sportif accessible au public, d'une certaine étendue de terre faisant partie du territoire du Parc du Mont-Royal adjacent au terrain appartenant à l'université, désigné comme suit :

1° Une partie du lot originaire 1 du cadastre officiel de la Cité de Montréal, Quartier Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal, bornée vers le nord par une partie du lot originaire 2 ci-après décrite, vers le nord-est par une partie du lot originaire 2 ci-après décrite et une partie du lot originaire 2A ci-après décrite, vers l'est par une partie du lot originaire 1 (Avenue des Pins), vers le sud par le lot 1-1, vers le sud-ouest par le lot 1862-1 du cadastre de la Cité de Montréal, Quartier Saint-Antoine, et par une autre partie du lot originaire 1, vers l'ouest par une autre partie du lot originaire 1, vers le nord-ouest par le lot 1A. Mesurant cinquante-deux mètres et quatre cent cinquante-six millièmes (52,456 m) dans une ligne vers le nord-est, six mètres et six cent soixante-quinze millièmes (6,675 m) vers le nord, neuf mètres et quatre cent cinquante-huit millièmes (9,458 m) dans une autre ligne vers le nord-est, trente-six mètres et six cent soixante-quatorze millièmes (36,674 m) vers l'est, quarante-deux mètres et deux cent trente-trois millièmes (42,233 m) vers le sud, trente-neuf mètres et trois cent un millièmes (39,301 m) dans une ligne vers le sud-ouest, quatre mètres et neuf cent vingt-trois millièmes (4,923 m) vers l'ouest, cinq mètres et cent quatre-vingt-deux millièmes (5,182 m) dans une autre ligne vers le sud-ouest, trente mètres et cinq cent quatre-vingt-dix-neuf millièmes (30,599 m) vers le nord-ouest. Contenant en superficie deux mille sept cent quatre-vingt-dix-sept mètres carrés et quarante centièmes (2 797,40 m²).

2° Une partie du lot originaire 2 du cadastre officiel de la Cité de Montréal, Quartier Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal, bornée vers le nord-est et le nord par une autre partie du lot originaire 2, vers l'est par une autre partie du lot originaire 2

(Avenue des Pins), vers le sud-est par une partie du lot original 2A ci-après décrite, vers le sud par une partie du lot original 1 précédemment décrite, vers le sud-ouest par une partie du lot original 1 précédemment décrite et le lot 1A, vers l'ouest par une partie du lot original 2. Mesurant soixante-quatre mètres et trois cent soixante-dix-sept millièmes (64,377 m) le long d'une courbe de cent quatre-vingts mètres et quatre cent trente-trois millièmes (180,433 m) de rayon vers le nord-est, soixante mètres et huit cent soixante-dix-huit millièmes (60,878 m) vers le nord, douze mètres et huit cent trente-huit millièmes (12,838 m) vers l'est, douze mètres et six cent soixante et onze millièmes (12,671 m) vers le sud-est, six mètres et six cent soixante-quinze millièmes (6,675 m) vers le sud, cent vingt-quatre mètres et quatre cent un millièmes (124,401 m) vers le sud-ouest, un mètre et quatre cent deux millièmes (1,402 m) vers l'ouest. Contenant en superficie mille cinq cent six mètres carrés et soixante-dix-neuf centièmes (1 506,79 m²).

3° Une partie du lot original 2A du cadastre officiel de la Cité de Montréal, quartier Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal, bornée vers l'est par une autre partie du lot 2A (Avenue des Pins), vers le sud-ouest par une partie du lot original 1 précédemment décrite, vers le nord-ouest par une partie du lot original 2 précédemment décrite. Mesurant quinze mètres et huit cent treize millièmes (15,813 m) vers l'est, neuf mètres et quatre cent cinquante-huit millièmes (9,458 m) vers le sud-ouest, douze mètres et six cent soixante et onze millièmes (12,671 m) vers le nord-ouest. Contenant en superficie cinquante-neuf mètres carrés et quatre-vingt-douze centièmes (59,92 m²).

Cette entente ne pourra en aucune façon comporter aliénation du droit de propriété de la ville sur cette étendue de terrain.

Cette entente prendra fin quand le nouveau bâtiment cessera d'être occupé par cette corporation pour les fins prévues au premier alinéa; la ville aura alors le droit de démolir et d'enlever, aux frais de cette corporation, tout ouvrage ou édifice qui aurait pu y être fait ou érigé.

35. L'article 1 est déclaratoire.

36. L'article 2 a effet depuis le 1^{er} juillet 1991.

37. Le troisième alinéa de l'article 172, édicté par l'article 5, a effet depuis le 17 septembre 1991.

33. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), à l'exception des articles 6, 12 à 25 et 28 à 30 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement.